

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION |   | référence dossier :   |
|--|---|---|
| Déposée le 03/05/2005                    | Complétée le 06/06/2005                                     | N° PC9304905C0020   |
| Par :<br>Demeurant à :                   | M. MOVSESIAN Georges<br>44 RUE PAUL CEZANNE<br>94320 THIAIS |   |
| Représenté par :<br>Pour :               | EDIFIER UNE MAISON INDIVIDUELLE                             | Surfaces hors oeuvre autorisées<br>brute : 216 m <sup>2</sup><br>nette : 149 m <sup>2</sup><br>Destinations :<br>Logement |
| Sur un terrain sis :                     | 8BIS RUE FLORIAN  | ARRETE N° 1113 /2005  |

Le Maire :

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
Vu le POS révisé - approuvé le 27/06/1991 modifié le 27/01/2003  
VU les nouveaux documents déposés le 06 Juin 2005

ARRETE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions suivantes devront être respectées :

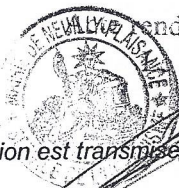
- La construction sera accolée en limite de propriété, sans saillie ni retrait.
- Le pétitionnaire devra tenir compte des prescriptions de centre opérationnel de la compagnie des eaux dont photocopies ci-jointes.
- Le projet est assujéti à la Taxe Locale d'Equipement, la taxe complémentaire à la TLE en région Ile-de-France, la taxe départementale des espaces naturels sensibles ( TDENS) et à la taxe départementale pour le financement des conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (TDCAUE)
- Conformément aux délibérations du Conseil Municipal du 29/02/1984 et du 27/05/1993, une participation pour non construction de station individuelle d'épuration sera versée à la commune. Ce montant est de 472,59 € par logement créé.

document communiqué à la S...  
Raincy, le 2 AOUT 2005  
publié,  
ou notifié,

01 AOUT 2005

Le Maire-Adjoint  
Délégué à l'écologie, au cadre de vie,  
à l'aménagement et à la sécurité alimentaire  
Ch. ALOY

Pour le Maire,  
L'Adjoint,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.  
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ... ) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.